Être républicain sous le Directoire. Les journaux « néo-jacobins » de l'Allier avant et après le 18 Fructidor

*Being Republican under the Directory. "Neo-jacobin" newspapers in the Allier
before and after 18 Fructidor*

Philippe Bourdin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11348>

DOI : 10.4000/ahrf.11348

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2008

Pagination : 29-57

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Bourdin, « Être républicain sous le Directoire. Les journaux « néo-jacobins » de l'Allier avant et après le 18 Fructidor », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 351 | janvier-mars 2008, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11348> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11348>

ÊTRE RÉPUBLICAIN SOUS LE DIRECTOIRE. LES JOURNAUX « NÉO-JACOBINS » DE L'ALLIER AVANT ET APRÈS LE 18 FRUCTIDOR

Philippe BOURDIN

L'importance de la presse dans la structuration du mouvement « néo-jacobin » n'est plus à démontrer, mais la concurrence des titres permet d'introduire plus d'une nuance dans la définition de celui-ci. Ainsi dans l'Allier, où coexistent un temps, avant et après le 18 Fructidor, deux feuilles dues à des collectifs de rédacteurs au passé jacobin éprouvé sous Fouché (*Journal du département*, *Instruction décadaire du département*), quand ni l'Auvergne ni le Bourbonnais ne se sont fait remarquer par une profusion des titres depuis 1789. Administrateurs remerciés ou en poste, tous les auteurs ne participent pas aux cercles constitutionnels du cru, qui portent la macule de fondations officielles et contrôlées. Tous prétendent travailler pour de bons choix électoraux, pour l'éradication des royalistes, pour la surveillance des autorités. Ils divergent notablement cependant sur leur vision de la gauche républicaine, entre un *Journal* qui se méfie des nostalgiques de 1793 et une *Instruction* qui aide surtout à l'union des patriotes après leur échec électoral de germinal an V. Réjouie par les épurations à l'œuvre après le coup d'État, la même publication retrouvera les accents de l'an II pour promouvoir à nouveau la régénération, au titre de laquelle elle ravive l'anticléricalisme et porte une attention particulière à l'école, aux fêtes publiques, au répertoire théâtral, montrant une sensibilité particulière aux grands débats qu'entretiennent les Conseils sur ces points.

Mots-clés : Jacobinisme, presse, élections, instruction publique, fêtes, anticléricalisme, Fouché.

Analysant *La liberté de la presse en l'an IV. Les journaux républicains*, Nathalie Lambrechts décèle une transformation du style caractéristique de ces feuilles : l'abandon du ton individuel au profit de la construction d'une défense collective, la prééminence des questions politiques au détriment des digressions littéraires¹. Mais elle souligne tout autant la fragilité du « front » des républicains : « Tandis que la propagande directoriale visait, à travers *Le Rédacteur*, à mettre exclusivement l'accent sur deux secteurs particuliers de la vie politique – les finances et l'armée –, et que, ce faisant, elle s'adressait à tous les citoyens afin que ceux-ci consentent les sacrifices nécessaires pour remédier à la crise, les journaux jacobins, quant à eux, concentrent leurs réflexions principales sur deux thèmes bien différents en apparence : la renaissance du royalisme et la misère populaire »². Dans *1799, un nouveau jacobinisme ?*, Bernard Gainot insiste sur l'importance de la presse dans la structuration du mouvement néo-jacobin ; elle devient le lien principal entre les militants de villes ou de cercles constitutionnels voisins³. Elle ne résout cependant aucunement la question de l'unité d'un mouvement au sein duquel s'opposent les nostalgiques de la constitution de 1793 et des « gouvernementaux » amis de l'ordre établi par la Constitution de l'an III, fidèles aux Directeurs et plus proches de ce centre conceptualisé par Pierre Serna⁴.

Les deux moments du Directoire (avant et après le 18 fructidor an V), comme ces divisions idéologiques ou l'abandon d'un trait de plume fortement individualisé, transparaissent en filigrane dans l'exemple de l'Allier, où des cercles constitutionnels s'installèrent à Moulins, Montluçon, Gannat, Cusset, Saint-Germain-des-Fossés et Gannay-sur-Loire pour préparer les élections de l'an VI et se dissoudre après le coup de force de floréal – celui de Moulins entrant dans la clandestinité du 12 germinal an VI (1^{er} avril 1798) à brumaire an VIII. Deux journaux républicains, mais concurrents en l'an VI, paraissent en effet dans ce département au cours de la période directoriale :

- le *Journal du département de l'Allier*. Probablement fondé en germinal an IV, il semble avoir duré jusqu'en 1798 au moins. Son dernier numéro connu est daté du 10 germinal an VI (30 mars 1798). Journal publié le décadi à l'origine, diffusé à Moulins et dans le département, son succès est rapide, à en juger par l'annonce faite dans le n° 7 du 5 floréal an IV (24 avril 1796) : « Ce journal paraît maintenant tous les quintidis et les décadis ». Les numéros, en format *in-4°* (20 x 27 cm), comptent quatre pages, imprimées

(1) Nathalie LAMBRICHTS, *La liberté de la presse en l'an IV. Les journaux républicains*, Paris, PUF, 1976, p. 66.

(2) *Ibidem*, p. 77.

(3) Bernard GAINOT, *1799, un nouveau jacobinisme ?*, Paris, CTHS, 2001, p. 245.

(4) Pierre SERNA, *La République des girouettes*, Paris, Champ Vallon, 2005.

sur une « feuille entière », sur deux colonnes séparées par un mince filet. « On s'abonne à Moulins, chez l'Imprimeur, à qui les lettres, avis, etc., seront adressées franc de port. La souscription est, par trimestre, de 300 liv. en assignats, franc de port pour tous les départemens, et de 3 liv. en numéraire, pour l'étranger ». Les rubriques laissent une place éminente à toutes les analyses ou décisions politiques du Département ou à ses comptes de gestion, et aux réactions élogieuses qu'elles suscitent des différents ministères, aux décisions du Corps législatif recopiées dans *Le Rédacteur*, aux nouvelles des différents cantons, à des annonces de publications officielles (*Instructions sur les assemblées primaires, communales et électorales*, du 5 ventôse an V ; *Constitution de l'an III, Livre de comptes faits par le calcul décimal*), ou non⁵.

- l'*Instruction décadaire du département de l'Allier*, dont le premier numéro est daté du sextidi 26 frimaire an VI (16 décembre 1797), le dernier numéro conservé du sextidi 16 germinal an VI (5 avril 1798). Les exemplaires comptent huit pages, imprimées sur deux colonnes sur un format in-4°, 20,5 x 27 cm. La numérotation est continue. L'abonnement est de 1 franc par mois, 5 francs pour 6 mois, 9 francs par an. La diffusion s'arrête aux limites de l'Allier et surtout à celles de ses principales communes (Moulins, Cusset, Lapalisse, Gannat, Montluçon, Cérilly, Le Donjon, Montmarault). Les rubriques récurrentes sont des « extraits des registres des arrêtés et délibérations de l'administration centrale du département de l'Allier », des comptes-rendus des séances du « Corps Législatif », du « Directoire exécutif », des correspondances ministérielles, notamment des lettres de compliments à l'administration départementale, des « variétés » rendant compte de l'actualité locale (en particulier des élections, des questions cultuelles, des fêtes et des cérémonies décadaires, avec reproduction de poèmes et d'hymnes) et des « prix communs des grains »⁶.

La presse est rare en Auvergne et en Bourbonnais sous le Directoire. Seul le Puy-de-Dôme voisin connaîtra deux tentatives sans lendemain et largement circonscrites à ses frontières. En l'an V, le *Journal général et feuille d'avis de Clermont-Ferrand*, hebdomadaire livré le samedi, pour douze livres annuelles aux Clermontois, quinze aux citoyens du département, résume les nouvelles étrangères et nationales, les débats des Conseils, quelques variétés et avis, au total une information brute, rarement émaillée de commentaires. Bonaparte est omniprésent ; Moreau, Hoche et Kléber ne sont pas oubliés, mais l'on s'extasie davantage sur les qualités d'organisateur du premier. Il faut ensuite attendre thermidor an

(5) AN, C 530 (Département de l'Allier, na 3 ter) et AD Allier, Rev. 194.1 (complément au na 32), L 46 et 46 bis.

(6) AD Allier, L 42 et L 46 bis.

VII pour que soit composée à Clermont-Ferrand une feuille en patois « à la manière de » : *La grande joie du Père Duchesne de parler à ces pauvres bougres de paysans d'une chose qui leur fera diablement plaisir* ; un seul numéro nous est connu de cette adresse aux campagnes rédigée au nom du cercle constitutionnel du cru. La présence conjointe et davantage prolongée de deux titres dans l'Allier, dont les buts semblent *a priori* identiques, ne laisse donc pas d'intriguer. Il faut, pour distinguer les deux vérités qui leur correspondent, se replonger dans le passé jacobin des rédacteurs, affiner ce qu'un premier mouvement semble nous apprendre de leur positionnement politique, et rétablir les liens entre celui-ci et les grands débats nationaux de l'an VI (dans les Conseils, dans les publications des Idéologues) sur les moyens d'un sursaut républicain. En bref, apprendre à reconnaître les caractères provinciaux d'un attachement à la République qui caractérise, sans le définir complètement, tant il est impossible de lui trouver une unité doctrinale, le « néo-jacobinisme »...

Le passé jacobin des rédacteurs⁷

Le *Journal du département de l'Allier* a pour rédacteurs principaux Joachim Burelle et Claude-Marie Rouyer. L'*Instruction décadaire* est l'œuvre de l'administration centrale du département. Elle est alors composée de Bohat, président, Mandon, Huet, Sayet et Verd, administrateurs ; Delaire est commissaire du pouvoir exécutif auprès de l'administration. Tous ces hommes, dont l'âge varie de quarante à quarante-cinq ans, sont liés par une sociologie et un passé politique communs. Hormis l'imprimeur Burelle, le curé Mandon et l'ancien contrôleur des aides Barthélémy-Marie Verd, tous sont issus des métiers de la robe : Jean-François Huet était avant la Révolution procureur du roi à Gannat, Rouyer et Sébastien Delaire

(7) Biographies et carrières ont, pour l'essentiel, été reconstituées à partir des ouvrages suivants : L.-J. ALARY, « Histoire politique et littéraire de la presse dans le Bourbonnais », *Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier (Sciences, arts et belles-lettres)*, 1864, p. 45-119. Louis AUDIAT, *La Terre en Bourbonnais*, 2 vol., Moulins, 1893. Valéry BORDOIS, *Les sociétés politiques à Moulins (1791-1795)*, mémoire de maîtrise, Clermont-Ferrand II, 1997. Philippe BOURDIN, *Le Noir et le Rouge, itinéraire social, culturel et politique d'un prêtre patriote (1736-1799)*, Clermont-Ferrand, 2000. Louis BIERNAWSKI, *Un département sous la Révolution française (l'Allier de 1789 à l'an III)*, Moulins, 1909. Jean CORNILLON, *Le Bourbonnais sous la Révolution française*, 5 vol., Riom, 1889-1895. Henry FAURE, *Histoire de Moulins (X^e siècle-1830)*, Moulins, 1900. Gilles FEYEL, *L'Annonce et la nouvelle. La presse d'information en France sous l'Ancien Régime (1630-1788)*, Oxford, 2000. Henri de FRÉMONT, *Généalogie des familles bourbonnaises*, tome 1 : « Région sud », Courbevoie, 1990. Auguste KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, Paris, 1916. Elisabeth LIRIS, Jacques LELONG, et alii, *L'Allier révolutionnaire. Contributions à la connaissance de la Révolution française*, Montluçon, 1989. Jean-François-Eugène ROBINET, *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire (1789-1815)*, Paris, tome 2, 1898, p. 816-817. Georges ROUGERON, *Les administrations départementales de l'Allier (1790-an VIII)*, Montluçon, 1957. Michel THIÉVENET, *Trois siècles d'édition bourbonnaise. Essai de bibliographie des livres imprimés en Bourbonnais de 1606 à 1906*, Moulins, 2000. Id., *Journaux et journalistes bourbonnais d'avant 1940*, catalogue du Salon du livre ancien de Souvigny, Yzeure, 2003. Joseph VIPLE, « La presse dans le département de l'Allier, pendant la Révolution et sous l'Empire », *Bulletin de la Société d'émulation du Bourbonnais*, 1950, p. 15-16.

avocats en Parlement, Bohat était procureur à Gannat et était devenu procureur-syndic du district en 1792. Un seul d'entre eux a déjà fait carrière dans le journalisme quand est installé le Directoire : Rouyer, l'initiateur et le propriétaire à partir de 1779 du *Journal ou Affiches pour la province et généralité du Bourbonnais*, autorisé par le gouvernement, dont il « a obtenu un privilège ». Il était alors l'auteur repéré d'un commentaire sur les *Coutumes générales et locales du pays et duché de Bourbonnais*, paru en 1779, et s'était fait connaître davantage encore en publiant à Paris en 1788, chez Nyon l'aîné, un *Essai sur la répartition de la taille et des vingtièmes, précédé d'un examen succinct de plusieurs systèmes sur la réforme et la conversion des impôts, et terminé par un aperçu des moyens propres à encourager l'agriculture*. Ses revenus déclarés en 1789, année où il s'était engagé avec un enthousiasme jamais démenti ensuite dans la Révolution, publiant maints libelles, se montaient à 1412 livres 10 sous, dont 850 provenaient d'une pension royale.

La plupart des rédacteurs ont fréquenté dès leur fondation les sociétés des Amis de la Constitution, soit dans leur ville d'origine (Bohat à Gannat), soit à Moulins (Burelle, Delaire, Rouyer, Verd), soit dans les deux. Nos auteurs ont aussi mené des carrières d'administrateurs à différentes responsabilités : dès 1790, Rouyer a été élu au district de Moulins ; Burelle a été en 1792 substitut du procureur de la commune de Moulins, fonction au titre de laquelle il a contribué à la fermeture des bâtiments religieux et du collège ; Delaire a été administrateur du district de Cusset en 1790, puis du département en 1791 et 1792, où il a siégé aux côtés de Mandon, de Sayet et de Verd - élu malgré de sérieux soupçons d'enrichissement illicite dans ses fonctions précédentes de visiteur des rôles des contributions à Cusset, jugé avec l'approbation des autres administrateurs départementaux et acquitté en avril 1793 au grand dam de ses collègues. Certains ont eu des sympathies girondines. Alors membre du Comité de sûreté publique du district de Gannat, Huet a fait partie des signataires de la pétition du 13 juin 1793 envoyée par le district à l'administration départementale pour protester contre les journées des 31 mai-2 juin et contre l'arrestation de Brissot à Moulins. Le Département ayant saisi le Comité de Salut public et la Convention, il s'est rétracté, prétendant contre toute vraisemblance que sa signature a été surprise, et s'est rallié aux Montagnards. Mandon, présent à Paris lors des journées des 31 mai-2 juin 1793, a assisté à l'éviction des Girondins de la Convention et en est sorti bouleversé, racontant à son retour comment il a vu le président de l'Assemblée et plusieurs représentants couchés en joue ; démis de ses fonctions au département par Fouché, le 25 septembre 1793, il a eu maille à partir avec la Commission révolutionnaire de Ville-Affranchie (Lyon), mais a su se défendre et a été acquitté, les accusations à son encontre ayant été déclarées mal fondées. Mais l'écrasante majorité des futurs administrateurs du directoire s'est

reconnu dans la Montagne (Bohat, Burelle, Delaire, Rouyer). Sayet, administrateur départemental en 1793, a même tenté au cours de négociations infructueuses de soustraire les administrateurs du district de Gannat à l'influence des Girondins, tandis que Verd faisait envoyer leur profession de foi girondine au Comité de Salut public pour des poursuites appropriées. Rouyer a, lui, donné de sérieux gages : après l'interpellation de Brissot dans la capitale de l'Allier, les jacobins du cru l'ont chargé d'une « surveillance civique » de l'administration départementale, à laquelle il souffle plusieurs questions lors de l'interrogatoire du chef girondin, s'opposant au procureur-général syndic du département, jugé trop complaisant avec un prisonnier qu'il s'est par ailleurs contenté de laisser en résidence surveillée. Le 11 juin 1793, Rouyer vante son attitude dans un récit autobiographique : *Historique de l'arrestation de Brissot ; le citoyen Rouyer, commissaire national du tribunal du district de Moulins, et membre de la Société populaire, au citoyen Vidalin, député à la Convention nationale par le département de l'Allier*⁸.

Ces Montagnards ont notoirement servi le représentant Fouché et lors de sa mission dans l'Allier et lors de son installation à Lyon, devenue « Commune-Affranchie ». Verd a été maintenu au Département. Bohat a été nommé à l'automne 1793 agent national du district de Gannat ; dans ces fonctions, cet homme, qui n'a reçu qu'une instruction élémentaire, a conduit sans faillir mais sans excès la chasse aux suspects. Au titre de l'administration départementale, Delaire a contribué, en juin 1793, à entériner la longue liste de soixante-douze suspects de « fédéralisme » et de « contre-révolution » élaborée par la municipalité moulinoise contre le vœu des sections. Quoiqu'il ait défendu la probité des administrateurs départementaux girondins mis en accusation par la société populaire de Moulins, il a été nommé par Fouché, à l'automne de la même année, membre du Comité central de surveillance de l'Allier. Après la réorganisation des autorités révolutionnaires par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), il a été nommé agent national du district de Moulins le 3 nivôse an II (23 décembre) et a, à ce titre, poursuivi son action contre les suspects. Burelle, imprimeur officiel du département en l'an II, figure parmi les quinze membres du Comité de surveillance et de philanthropie, créé le 30 septembre 1793 par Fouché, principale institution du gouvernement révolutionnaire dans l'Allier – bien qu'il soit alors le seul à n'occuper alors aucune fonction élective. Même s'il est plus particulièrement en charge des impositions, il contribue à dresser, le 9 octobre 1793, la liste de proscription induite par le décret du 17 septembre précédent sur les suspects, hâtant dix jours plus tard l'arrestation de trente-neuf personnes. Il est l'un des amis du premier vicaire constitutionnel Pascal-Antoine Grimaud et du maire de

(8) BNF, 8° Lb⁴¹ 3072. Publié à Paris, chez G.-F. Galletti, in-8°, 8 p.

Moulins, Delan. En décembre 1793, alors que le Comité central de l'Allier vient d'être dissous au profit de Comités de surveillance de districts, et qu'il siège dans celui de Moulins, il rejoint Fouché et Grimaud à Lyon, pressant, au nom dudit Comité, le représentant du peuple de revenir dans l'Allier. La dévotion de Rouyer pour Fouché est toute aussi grande. Pour épurer les différentes autorités, et en premier lieu le département, le représentant en mission Fouché fait de Rouyer, le 13 septembre 1793, l'un des trois procureurs de la société populaire chargés de statuer sur les notions d'incivisme, d'ignorance ou de fédéralisme. Le 30 septembre, il le nomme membre du Comité de surveillance et de philanthropie, en charge des subsistances. Rouyer marie sa fille à l'hébertiste Jean-Charles Boissay, ami de Vincent et Momoro, et chef de la vingt et unième division militaire, qui a Moulins pour chef-lieu, depuis janvier 1793 – il y est arrivé en mars et joue désormais un rôle éminent au sein de la société populaire et dans le recrutement local de l'armée révolutionnaire. Sa femme et sa fille participent du reste au club des « dames patriotes », pour lesquelles une tribune a été installée au-dessus de la salle de lecture des jacobins. Sa famille est amicalement liée à plusieurs membres de la Commission de surveillance temporaire de Ville-Affranchie (Lyon), parmi lesquels l'ancien premier vicaire constitutionnel de l'Allier, Pascal-Antoine Grimaud – une amitié réaffirmée dans un seul des courriers de ce dernier et sous la forme simple de salutations (14 décembre 1793), qui se délitera à l'heure de la reprise en main des sociétés populaires par le Comité de Salut public, à l'occasion de l'éradication des factions, au printemps 1794. Delaire, Burelle, Rouyer, Verd, ont tous participé à des visites domiciliaires à la tête de militants de l'armée révolutionnaire, et à des interrogatoires de « riches égoïstes ». D'abord maintenu au département, Verd, lui, y a déployé ses talents les 26 et 27 septembre 1793 pour dénoncer ses anciens collègues soupçonnés d'amitiés girondines, obtenant notamment la destitution et la déportation du président Dubarry, mort sur les pontons de l'île d'Aix. Il a participé au Comité central de surveillance de l'Allier, où il s'est montré très empressé d'en finir avec les prêtres réfractaires, « cette classe d'hommes vraiment dangereuse » selon ses termes... Il a enfin suivi Fouché à Lyon, nommé à la Commission temporaire de surveillance révolutionnaire de Ville-Affranchie, avec titre bientôt de procureur-général, et une responsabilité écrasante dans l'exécution de trente-deux suspects moulinois, anciens élus ou membres de l'oligarchie, que lui a dénoncés le Comité de surveillance de l'Allier – son instruction a été si bâclée, contre la volonté de Fouché, qu'il a été chassé de son poste quelques semaines après.

Cette disgrâce l'a sans doute incité ensuite à se mettre au service du représentant Vernerey, successeur de Fouché dans l'Allier, et fidèle du Comité de Salut public, qui l'a rétabli au Département le 2 prairial an II (21 mai 1794), contre les anciens affidés de Fouché (dont Grimaud, Givois

ou le représentant Forestier). Verd a fait peser sur eux le soupçon d'hébertisme et est allé les dénoncer à la barre de la Convention, où il a été arrêté. Détenu quelques jours, il est revenu à Moulins où la société populaire, hostile au récit de ses pérégrinations, l'a expulsé de son sein. Dans l'entourage de Vernerey, il a côtoyé Sayet, nommé le 5 brumaire an II (26 octobre 1793) accusateur public au Tribunal criminel de l'Allier. Ce dernier s'y est montré très virulent contre les prêtres réfractaires et leurs protecteurs, contre les émigrés et leurs parents, obtenant plusieurs peines de mort ou le renvoi devant le Tribunal révolutionnaire mais n'emportant pas toujours l'adhésion du reste du tribunal – Sayet cherchait alors, pour oublier ses échecs, le soutien de la société populaire de Moulins devant laquelle il refaisait les procès, ou cherchait par sa correspondance avec lui à orienter le réquisitoire de Fouquier-Tinville...

Certains, après le 9 Thermidor, ont pris des risques. Rouyer a tenté de résister à l'épuration des sociétés populaires, se réunissant clandestinement avec quelques autres chez Saulnier, à Moulins, mais pas plus que le maire Delan, son ami, il ne s'est montré homme d'action quand d'autres plaidaient pour une insurrection. Burelle a dénoncé à la barre de la Convention, au nom de la société populaire de Moulins qui en a délibéré les 5 et 6 fructidor (22-23 août 1794), le représentant du peuple Forestier, qui venait de libérer des suspects incarcérés et de limoger des administrateurs moulinois, et son neveu, agent national du district bourbonnais de Cusset, Givois. Cette dénonciation l'a conduit directement mais brièvement à la prison parisienne de la Force. Puis, le représentant Boisset, qui poursuivait à Moulins les épurations de son collègue Forestier, destituant par exemple Delaire et Bohat, a mis Burelle sous la surveillance de la nouvelle municipalité avant de le renvoyer, selon les ordres du Comité de Sûreté générale, devant le tribunal criminel du département, comme tous les autres responsables du Comité Fouché, pour vols, pillage et assassinats, le 10 floréal an III (29 avril 1795). Il a partagé ce sort avec Delaire, Rouyer et Verd. L'événement a été fêté par les Muscadins qui ont organisé un charivari sous les fenêtres des domiciles privés des jacobins incarcérés puis sous celles de la prison, chantant *Le Réveil du peuple* et criant « Guerre à mort aux terroristes ». Les accusations ont été confirmées par le jury d'accusation le 27 vendémiaire an IV (17 octobre 1795), le jour même où l'accusateur public de l'Allier reçoit l'ordre de faire élargir sur le champ tous les prisonniers, justement parce que le délit qui leur est imputé paraît insuffisamment défini ; l'accusateur a refusé d'obtempérer pour un certain nombre des incarcérés, dont Burelle, Delaire, Rouyer et Verd, finalement sauvés par l'amnistie générale du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795).

Ils ont vite retrouvé des fonctions sous le Directoire, avec toute la fragilité dont les affectent les hésitations et soubresauts du pouvoir central parisien. Le 22 nivôse an IV (12 janvier 1796), Rouyer a été nommé

commissaire du pouvoir exécutif auprès de l'administration centrale de l'Allier, révoqué le 27 nivôse an V (16 janvier 1797), réintégré le 22 ventôse (12 mars). Après la victoire royaliste aux élections de germinal an V, il a mené une véritable croisade contre les vainqueurs du jour ; le nouveau président de ladite administration, Boisrot-Lacour, un clichyen, a obtenu sa destitution le 21 prairial an V (9 juin 1797). Il sera directeur des vivres à Moulins en l'an VI. En l'an VII, son fils comptera parmi les élèves de l'école centrale de l'Allier. Du Consulat à la Restauration, Rouyer, qui résidera à Paris où il est désormais installé comme avocat et où il mourra le 5 octobre 1816, ne cessera de publier des pamphlets politiques⁹. Bohat a été nommé administrateur départemental le 22 nivôse an IV (12 janvier 1796), comme Delaire et Verd, élu officier municipal à Moulins en brumaire an IV, place qu'ils ont perdue après les élections de germinal an V et retrouvée après le 18 Fructidor. Dans l'intervalle, Bohat a assuré les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif auprès de l'administration du district de Gannat. Revenu au département, il participera à l'épuration des différentes administrations de l'Allier, contribuant au retour en force des républicains de l'an II, d'autant que, chargé d'une mission à Cusset, Gannat et Clermont-Ferrand au début du mois de vendémiaire an VI, il en a retiré la conviction qu'il y avait dans l'Allier, à la veille du 18 Fructidor, un complot

(9) *Recueil de pensées sur la morale, la religion et la politique* (in-8°, 1802) ; *Bréviaire de tous les peuples, ou pensées et maximes relatives à la morale, à la religion et à la politique, suivi d'un projet de constitution* (in-18°, 1814) ; *Copie de la protestation faite à la municipalité du 10^e arrondissement de Paris, contre l'acte additionnel aux constitutions de l'empire du 22 avril*, suivi de la réfutation de quelques passages extraits du *Moniteur* et du *Journal de Paris*, des 25, 26, 27 et 29 du dit mois (in-8°, Paris, 1815, 8 p.) ; *Coup d'œil sur l'acte additionnel aux constitutions de l'empire*, donné à Paris, le 22 avril 1815, signé Napoléon, précédé d'un avertissement et d'une lettre écrite, le 5 juillet 1814, à MM. Dambray, Montesquieu, Blacas d'Aulps, etc., etc., et terminé par une apostrophe respectueuse, adressée à l'empereur des Français (in-8°, Paris, 24 avril 1814, 40 p.) ; *Épître dédicatoire aux représentants de la nation, suivie d'un projet de décret conforme aux promesses libérales, authentiques et solennelles, que Napoléon-le-Grand a faites au peuple français et à l'armée, le 1^{er} mars 1815, et terminée par des brochures relatives à l'économie politique et aux événements actuels* (in-8°, Paris, de l'imp. de Dentu, 20 mai 1815, 8 p.) ; *Essai sur les moyens de réunir tous les esprits, rapprocher tous les cœurs, consacrer tous les droits, tracer tous les devoirs, déjouer tous les complots*, etc. (in-8°, Paris, de l'imp. de Dentu, 1815, 28 p.) ; *Examen impartial de la brochure intitulée : Réflexions sur l'intérêt général de l'Europe*, suivies de quelques considérations sur la Noblesse, par M. de Bonald (in-8°, Paris, 22 mars 1815, 28 p.) ; *Hérésies politiques, extraites d'un ouvrage intitulé : Vote d'un Dauphinois sur l'acte additionnel aux constitutions de l'empire*, etc., etc., réfutées et victorieusement combattues (in-8°, Paris, 1815, 4 p.) ; *Lettre à sa majesté Napoléon, empereur des Français, sur l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire, du 22 avril, 1815* (in-8°, Paris, 1815, 8 p.) ; *Lettre de C.M. Rouyer, ancien juriconsulte, sur l'établissement d'une fête religieuse et nationale*, en réponse aux réflexions de M. V. P. D. T. relative aux toasts portés dans les banquets et la fête qui a eu lieu à Paris, les 13 janvier, 7 et 21 février 1816 (in-8°, Paris, Dentu, 1816, 8 p.) ; *Questions à l'ordre du jour, suivies Cie pensées, maximes, et réflexions* soumises à l'examen et à la censure des publicistes les plus recommandables de l'empire (in-8°, Paris, 15 avril 1815, 8 p.) ; *Questions importantes à l'ordre du jour proposées par un cosmopolite, ami de la liberté*, résolues par un philanthrope ennemi du despotisme, et publiées par l'auteur du *Coup d'œil sur l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire, du 22 avril 1815*, par C. M. Rouyer (in-8°, 1815, 4 p.) ; *Réflexions sur le premier et le deuxième art. de M. J. Ch. L. Sismondi*, insérées dans le *Moniteur* des 29 avril et 2 mai (in-8°, Paris, 5 mai 1815, 8 p.) ; *Un petit mot sur les causes d'un grand événement*, suivi de la relation historique des plaintes et des vœux du peuple français, et terminé par le prospectus d'une adresse aux habitants de l'Ancien et du Nouveau Monde (in-8°, Paris, 22 mars 1815, 20 p.).

contre le gouvernement assorti d'un projet d'assassiner les républicains. En germinal an VI, il sera désigné électeur par les assemblées primaires de Moulins et mènera une campagne active, faite notamment de banquets et de bals ; le 25 germinal an VI (14 avril 1798), alors que l'assemblée électorale a été la veille divisée par une scission, il sera élu administrateur du département avec 113 voix sur 117 mais ne siégera pas, victime du coup de force gouvernemental du 22 floréal. Le 6 prairial an VI (25 mai 1798), il sera nommé notaire à Moulins et ne se préoccupera plus désormais que de cette seule charge. Au début du mois d'octobre 1797, Delaire a quant à lui quitté son siège d'administrateur, récemment retrouvé, pour exercer les fonctions de commissaire du Directoire exécutif. Il se montrera très prudent au moment des élections de l'an VI, acceptant de protéger l'assemblée électorale scissionnaire pour éviter tout trouble à l'ordre public, et niant la participation qu'on lui impute à des banquets électoraux « néo-jacobins », mais il défendra les résultats de l'assemblée principale lorsque le Directoire voudra « floréaliser » les élus, émettant des doutes sur les qualités morales et l'engagement politique d'une partie des « scissionnaires ». Il n'empêchera pas que toutes les opérations électorales soient finalement annulées ; lui-même sera destitué le 27 floréal an VI (16 mai 1798). Huet se maintiendra à l'administration centrale en l'an VI puis sera premier adjoint du maire de Gannat en l'an VIII, notaire et juge suppléant en 1815. Mandon, qui a quitté l'état ecclésiastique et s'est marié en l'an II, Sayet, ont été nommés administrateurs du département le 12 fructidor an V (29 août 1797). Le 24 germinal an VI (13 avril 1798), Mandon sera élu député au Conseil des Cinq-Cents par l'assemblée électorale non scissionnaire de l'Allier, qu'il présidait, par 109 voix sur 117, élection cassée par le coup de force du 22 floréal ; le Directoire le nommera cependant administrateur départemental. Le 25 germinal an VI (13 avril 1798), Sayet sera élu, par 114 voix sur 117, accusateur public auprès du tribunal criminel du département, retrouvant ainsi ses fonctions de l'an II... Informateur du Directoire lors de sa brève traversée du désert, Verd revient dès fructidor comme secrétaire général de l'administration départementale, avec l'appui de Barras qu'il est allé rencontrer à Paris et duquel il a obtenu le 12 la révocation des autorités départementales élues en germinal, révocation que, revenu à Moulins, il a tenté de rendre effective en faisant manifester ses partisans le 17 ; un mandat d'arrêt a été lancé contre lui avant qu'à son tour, le 26 fructidor (12 septembre 1797), le Directoire n'ordonne d'utiliser la force contre les administrateurs départementaux qui refusent d'obtempérer. Enfin installé, Verd réintègre à plein titre l'administration le 11 vendémiaire an VI (22 septembre 1797), remplaçant Delaire, nommé commissaire du Directoire exécutif auprès du Département. Il est élu le 8 floréal an VI (27 avril 1798) président de l'administration centrale du département.

Ces destins communs, parallèles, rarement divergents (sauf pour Mandon et, dans une moindre mesure, Huet), ne permettent guère d'opposer les contributeurs des deux journaux, le *Journal du département de l'Allier* et l'*Instruction décadaire du département de l'Allier*. Il est cependant notable que les responsables du premier, Rouyer et Burelle, quelle qu'ait été la vigueur de leurs engagements précédents, n'apparaissent pas parmi les membres connus du cercle constitutionnel de Moulins, peut-être éloignés de toutes formes de combat organisées par le souvenir de la lutte des factions dont ils ont subi les contrecoups provinciaux. D'autre part, on a du mal à croire que tous les membres de l'administration départementale participent également en l'an VI à l'écriture de l'*Instruction*. Certes, Mandon aspire encore à l'unanimité comme aux plus beaux jours de 1790, mais, si lors de la cérémonie du 14 juillet 1798, il rend grâce « aux vainqueurs de la Bastille », il laisse poindre aussi sa désillusion : « Ô ma patrie, puissent tous les Français, en ce beau jour, se convaincre qu'ils ne seront libres et indépendants qu'en enchaînant leurs passions haineuses et en les sacrifiant à la concorde. Mais hélas ! Vœux superflus ! Toujours les ennemis de la liberté souffleront le feu de la discorde »¹⁰. Verd au contraire, que l'on avait vu en l'an II critiqué et ballotté entre les différents partis, se montre plus offensif. Il accompagne l'argument politique d'une vision sociale largement fondée sur l'urgence à éduquer. Le 5 vendémiaire an V (26 septembre 1796), il a inauguré en ces termes l'école centrale de Moulins, faisant assaut de sa culture classique (et se souvenant peut-être aussi du plan d'éducation de Michel Lepeletier de Saint-Fargeau) :

« À Lacédémone, un enfant ne naissait pas pour lui-même, ni pour ses parents, mais pour la République dont il fallait que l'intérêt fût toujours préféré aux devoirs du sang ; aussi, toujours préoccupé de le former pour sa défense, c'était sur lui que se portait la principale attention du gouvernement. Nous avons fondé la République, nous vivons sous les auspices d'une Constitution que nous nous sommes donnée au milieu des dépouilles de nos ennemis vaincus, et nous appelions simultanément nos enfants à nous remplacer dans la carrière que nous venons de parcourir, par l'éducation et par l'acquit des sciences et des arts offerts à notre choix »¹¹.

Verd, de la même façon, a participé à l'ouverture des cours le 1^{er} brumaire suivant (22 octobre 1797), invitant les professeurs à n'utiliser « que des expressions républicaines », à revendiquer le titre de « citoyen » au lieu de « Monsieur » (dont il donne l'étymologie), et à faire chanter

(10) Cité par Jean CORNILLON, *Le Bourbonnais sous la Révolution française*, tome V, Riom, 1895, p. 236.

(11) *Ibid.*, p. 188.

La Marseillaise au début de leurs cours pour mettre en valeur les héros nécessaires à la jeunesse, pour stimuler le patriotisme des élèves, mu par le courage et « non par cette soif de sang, de vengeance et de passions qui dégradent le cœur humain »¹². Parole d'orfèvre. En germinal an VI, il ne se représentera pas aux suffrages, quoique nommé électeur par les assemblées primaires de Moulins et actif au sein du cercle constitutionnel et dans l'organisation de la campagne pour l'assemblée électorale. Il paraît être le principal organisateur du banquet républicain qui la précèdera et animera son déroulement – ses adversaires scissionnaires écriront au directeur Merlin : « Nos adversaires sont les Verd, les Givois, et tout ce que le département possède de plus impur. Ils ont eu recours à la séduction, aux menaces, aux injures. Qui refusait son suffrage aux gens de leur parti était un chouan, et les apostrophes les plus graves l'attendaient à la tribune et à la porte des séances. Tel qui s'honorait d'avoir secondé leurs projets était un patriote, un bon 93 » ; les électeurs « passaient entre deux haies d'hommes et de femmes du Cercle constitutionnel, et ceux qui étaient nommés malgré eux étaient hués, menacés. Dans l'assemblée, un homme que Lyon a rendu tristement célèbre, Verd, donnait aux imbéciles le signal de se lever ou de rester assis »¹³. Mettant un terme à sa carrière politique, il s'en expliquera : il s'agit, écrit-il, « d'ôter à ses ennemis l'initiative de continuer leur système de calomnie et de déconsidération, en publiant partout que l'assemblée électorale l'a jugé indigne de sa confiance en lui refusant son vote pour le continuer dans l'exercice de ses fonctions »¹⁴.

Préparer les élections, accompagner les épurations

La préparation des élections est à l'évidence une tâche prioritaire et du *Journal du département de l'Allier* et de l'*Instruction décadaire*, l'une et l'autre feuille paraissant aux yeux des censeurs servir au mieux l'intérêt du gouvernement. Ainsi du *Journal* de Burelle et Rouyer, sur lequel s'appesantit un rapport de censure non daté mais classé après d'autres notes de l'hiver an IV, dans un carton du Ministère de la Police générale : « C'est un journal nouveau, et je l'ai lu avec attention. [...]. Ce journal paraît être vendu à l'administration du département, ou peut-être payé par elle d'après les éloges excessifs. Peu d'esprit dans la rédaction, une sorte de patelinage, on dirait qu'il fait patte de velours. [...] Il se renferme uniquement dans ce qui se passe dans les cantons du département de l'Allier. [...] Malgré son apparence de douceur, je crois que ce journal sera bon à exami-

(12) *Ibid.*, p. 193-195.

(13) *Ibid.*, p. 284.

(14) Cité par Georges ROUGERON, *Les administrations départementales de l'Allier (1790-an VIII)*, Montluçon, 1957, p. 91-92.

ner souvent »¹⁵. Le n° 7 du 5 floréal an IV met de fait en garde les républicains contre les sourdes menées du royalisme, appelle à une stricte soumission aux lois, aux autorités constituées, au Directoire et à la représentation nationale, à un « attachement inviolable à la constitution de 1795, an III », faisant, avec le souci de définir ce que l'on appellera au siècle suivant « le juste milieu », un amalgame alors classique de tous les opposants au régime mais rassurant aussi, autant que faire se peut, les « patriotes » :

« Les oppresseurs des patriotes, les dilapidateurs, les affameurs du peuple, les ennemis de la révolution, les anarchistes, les fanatiques, réunis aux royalistes et aux émissaires de l'étranger, par des écrits et placards incendiaires, par leurs propos séditeux, par leurs discours menaçans, veulent soulever contre les autorités constituées dont ils calomnient les membres ; veulent renverser la constitution républicaine, détruire la représentation nationale et le gouvernement ; ce sont eux qui prêchent la rébellion aux lois, qui font courir mille bruits mensongers, pour discréditer la monnaie nationale.

Ils osent ajouter que le Directoire s'éloigne des patriotes, et les abandonne à la persécution ; citoyens, [...] il n'a cessé, et ne cessera de rechercher, de soutenir et de défendre les patriotes, et il ne souffrira jamais qu'on confonde avec le crime, les erreurs où ils auraient pu être entraînés par un zèle ardent pour la liberté [...] Le Directoire est l'ami le plus chaud des patriotes ».

« Les erreurs où ils auraient pu être entraînés par un zèle ardent pour la liberté » : là est bien l'absolution prononcée pour les engagements sous la Terreur ; ne demeure en retour, et sans doute à l'aune des épreuves et des peurs individuelles endurées, qu'un légalisme sans faille – on objectera qu'il caractérisait peut-être déjà les mêmes en l'an II... Cet état d'esprit des rédacteurs les pousse en tout cas à reproduire plusieurs articles de la délibération du Corps législatif en date du 27 germinal an IV (16 avril 1796), recopiés du n° 124 du journal *Le Rédacteur*, qui, peu de jours avant l'échec de la Conjuration des Égaux, définit crimes politiques (dont l'appel à la loi agraire, l'évocation des constitutions de 1791 et 1793) et censure, limite les rassemblements et réduit à la cocarde nationale les signes politiques ostentatoires. Ils relatent d'autant plus volontiers les encouragements apportés par les ministres de la Police générale et de la Guerre à l'administration départementale, qui mène une lutte armée contre le « brigandage » qui sévit dans le Sancerrois limitrophe de l'Allier (séance du 29 germinal – 18 avril 1796), ou dénoncent les errements de tel ou tel élu

(15) AN, F⁷ 3448 (1), Rapport du censeur au ministre de la Police générale, non daté (germinal an IV ?).

subalterne. Ainsi les agissements du juge de paix et de l'agent national de Cérilly, faisant circuler, à domicile, dans les foires et sur les places publiques, une pétition qui demande au Directoire la destitution des administrateurs départementaux¹⁶. En conséquence, les modifications régulières de la composition des administrations sont suivies de près. Ainsi, un supplément spécial au n° 32 du 25 ventôse an V (15 mars 1797) confirme le bruit précédemment annoncé dans le journal de la réintégration de Rouyer comme commissaire du Directoire exécutif auprès de l'administration départementale de l'Allier. Le commentaire qui suit est un plaidoyer *pro domo* et une profession de foi républicaine, défendant les acquis de la Révolution. En un moment d'intense activité de l'Institut philanthropique, qui mise sur une victoire aux élections de germinal an V, il s'agit bien d'un appel à l'union derrière Rouyer, d'assurances données à ses amis (y compris du maintien, par la force si nécessaire, de l'ordre politique, puisque le journaliste rappelle que le ministre de la Guerre vient de mettre cent hommes d'infanterie à la disposition de l'administration départementale). Au parti des « honnêtes gens », dont se revendiquent les royalistes, le rédacteur oppose l'« honnête » homme qui se doit de « terrasser tous les partis » :

« Républicains, [...] vous irez donc dans ces assemblées, déjouer par votre nombre, votre conscience et votre bonne foi, les intrigues de ces bas valets du trône et de la superstition, dont les suffrages sont chèrement vendus aux agens de cette conspiration royale, si heureusement découverte par l'arrestation des *Brotier*, des *Lavilheurnois*, des *Dunan*, etc. Et là, vous vous direz avec le Directoire : “ Ne cherchons point nos défenseurs au milieu des ennemis de la République, et montrons au moins dans ces élections si importantes, ce discernement que nous apportons dans le choix de ceux à qui nous confions nos moindres intérêts particuliers ; reconnaissons enfin que ceux de la république sont essentiellement les nôtres, et ne les remettons qu'à des hommes, dont le républicanisme, la fermeté, les vertus, les talens éprouvés, nous garantissent la fidélité, le zèle et les succès. ”

Vous vous direz que ceux-là ne vous conviennent pas, qui ne cessent d'outrager dans leur vie privée les institutions républicaines, d'avilir la représentation nationale, de regretter toutes les servitudes de la monarchie, de vouer à l'infamie tous les courageux artisans de la révolution, de troubler dans leurs jouissances les acquéreurs de biens nationaux, d'appeler enfin au milieu de vous les funestes effets de la guerre civile.

(16) Le jour de Pâques, à proximité de l'église de Cérilly, « on avait placé le mémoire sur une table et, à mesure que les citoyens passaient, on leur criait : *chui, chui, là, là*, et on leur disait : signez donc ce mémoire, c'est contre les coquins du département ».

Vous vous direz que si vous aviez le malheur de confier la garde de la constitution à des traîtres, votre pays offrirait bientôt l'horrible spectacle des vengeances et des assassinats ; que des égorgeurs nouveaux rouvriraient les veines de la patrie désespérée ; que le sang coulerait ; que le frère déchirerait les entrailles de son frère ; que les propriétés seraient envahies, reprises, dévastées, incendiées, et que le despotisme, escorté de bourreaux, élèverait des potences, pour vous punir d'avoir voulu la liberté, d'avoir acquis des biens nationaux, et d'avoir détruit tous les signes de la féodalité.

[...] Ne vous y trompez pas, ils vous font croire que c'est l'ordre qu'ils veulent rétablir ; mais la *vengeance*, et non l'amour du bien, est dans leur cœur.

Ne donnez vos suffrages qu'aux vrais amis de la constitution, à l'homme intègre qui aura fait ponctuellement son devoir en servant la République, à l'acquéreur de biens nationaux, *honnête homme*, au soldat mutilé dans les combats, ou rentré dans ses foyers avec des certificats honorables, à ceux enfin qui, invariables dans leurs principes, ne furent jamais les plats défenseurs des préjugés et de l'erreur ».

En ce dernier paragraphe, vantant les « vrais amis de la constitution », manière de renvoyer au titre originel des jacobins, le citoyen-soldat, l'adjudicataire rendant impossible le retour à la propriété seigneuriale ou ecclésiastique, transparaissent une fois encore les réminiscences de la culture politique de l'an II. Si les talents et les vertus paraissent l'emporter sur les valeurs et les principes, ceux-ci affleurent malgré tout : permettent-ils vraiment de considérer uniment les premiers comme des « formes apolitiques a priori vidées dans l'immédiat de contenu idéologique »¹⁷ ? C'est peu dire en tout cas que les résultats des assemblées primaires de l'an V, rapportés par le n° 33 (10 germinal – 30 mars 1797) viennent décevoir ces espoirs : les « patriotes recommandables », fidèles du gouvernement et de la constitution de l'an III, semblent en minorité au milieu des « pères et des frères d'émigrés » dans les administrations locales : « Il en résulte que les ci-devant, ceux qui ont vociféré le chant des égorgeurs, les dilapidateurs de la fortune publique, les royalistes, les cruels oppresseurs des patriotes, les fanatiques qui désirent l'anéantissement du gouvernement, ont fait cause commune dans les assemblées primaires, et se sont réunis pour empêcher la nomination de républicains qui ont constamment servi leur pays ; [...] ils n'ont rien négligé pour cela [...] ; la calomnie, l'or et l'argent, les députations même prohibées par la loi, ont été leurs principaux moyens ». Suit une analyse particulière, non dénuée d'un humour féroce, des assemblées

(17) Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 440. C'est peut-être justement, à bien suivre Pierre Serna, parce que les administrateurs de l'Allier continuent de faire le lien entre talents et principes qu'ils peuvent être distingués du centre qu'il a cherché à débusquer.

primaires des sections de Moulins (Centre et Paris, Brutus et Allier, Égalité et Liberté), qui est aussi vraisemblablement une pièce justificative adressée au pouvoir central. Elle est une dénonciation des menées des royalistes, les « réveilleurs » (allusion à leur chant, *Le Réveil du peuple*) : « Ils publiaient [...] qu'il fallait éloigner de toutes fonctions publiques, ces *coquins* de patriotes ; et pour attiser les haines, parler de vengeance, et faire l'éloge de l'ancien régime, ils rappelaient sans cesse les commotions révolutionnaires », diffusant la veille des élections un libelle contre les « terroristes », ensuite commenté dans les assemblées. Dans celle de la section Brutus et Allier, le propagandiste de cet ouvrage n'a eu d'abord aucun succès, sinon « celui de faire admirer en chicanneau [*sic*] son courage à attaquer des citoyens en leur absence », ce qui l'a fait apostropher comme « verbiageur » [*sic*] ; ses partisans ont usé cependant en questions de procédure la patience des ouvriers, qui ont déserté le lieu, ou ont acheté les suffrages des salariés, tant et si bien qu'ils ont éloigné les patriotes les plus avérés sans toutefois placer leurs hommes, à l'exception d'un notaire qui avait participé à la réaction avant le 13 Vendémiaire. Dans la section Centre et Paris, où règnent les Inc'oyables, a triomphé un « *monsieur* qui [...] parle français comme un iroquois », un « avocat sans cause, ignare et non lettré » au discours infatué – « Entr'autres raisonnemens *inc-oyables*, *pa-ole sup-ême*, que fit ce *g-and homme*, on remarquera celui-ci, qui est une nouvelle preuve qu'il saisit le sens et le vœu de la loi, comme maître Aliboron. Certes, disait-il, *doit voter ce ba-ve homme, s'il est citoyen..., et pa-bleu ! il est bien citoyen, puisqu'il a des enfans* ». Dans la section Liberté et Égalité, trois « réveilleurs » venus de la section Centre et Paris, dont l'un pris de boisson, ont accusé un républicain d'avoir payé des votes, provoquant une rixe avant de se faire évincer.

Cette situation politique, cette fragilité de la République, trouvent partie de leurs causes dans l'état de l'économie locale et nationale, telle que la décrivent en ce même numéro 33 les administrateurs départementaux, rendant compte de leur gestion : « Cette administration s'est installée au moment où la plupart des communes, et notamment celle de Moulins, étaient menacées de la famine la plus horrible ; où le discrédit du papier-monnaie et le scandale de l'agiotage avaient tari toutes les sources de l'abondance, et tous effets précieux de la confiance respective des citoyens dans leurs transactions commerciales ; où enfin, le trésor public épuisé par le désordre des finances et par les dépenses excessives de la guerre, faisait un appel à tous les citoyens de remplir ses coffres des contributions antérieures à l'an III, de celles de l'an III et de l'an IV, et de l'emprunt forcé établi par la loi du 19 frimaire ». Dans ces conditions, tous les efforts vont être faits pour remporter les élections de l'an VI, et le *Journal* ne va pas manquer de donner le mode d'emploi, révélant l'effort de propagande sans précédent consenti par les républicains, le contrôle de chaque niveau du

processus électoral. Le n° 36, du 10 germinal an VI (30 mars 1798), affirme sa confiance dans les électeurs dont il donne la liste canton par canton (« autant le Corps électoral fut dévoué, en l'an 5, à la Cour de Blankembourg, autant celui de l'an 6 manifesterà son entier dévouement à la République »). Il met en garde contre ce qui reste « de la faction anglaise ou clichienne » et donne idée du dispositif mis en place pour la contrer : « Accourez donc tous, avec empressement, aux fêtes que l'on **prépare**, à Moulins, pour vous recevoir ; les banquets, les bals, les chants civiques, et la bonne union entre les patriotes de toutes les opinions, réduiront l'incorrigible aristocratie au silence ». L'un des arguments de la campagne – car campagne il y a – est de prétendre que le département est surimposé par rapport à ses voisins, faute d'avoir été assez bien défendu au Conseil des Cinq-Cents : « Vous vous attacherez donc à élire celui d'entre vous, auquel vous trouverez ces connaissances *pratiques*, et cette activité si nécessaire pour vous faire dégrever de la partie de vos contributions excédant vos facultés ». Plus modérée, semble-t-il, que l'*Instruction*, la feuille dénonce les pétitions que font circuler « les fauteurs du *code anarchique* de 1793 ». Le journal, qui ne cesse d'imprimer en italiques des mots-clés autour desquels se bâtissent programme et réunions, ne cache pas non plus la volonté de ses promoteurs de préparer en amont les candidatures : « Voulons-nous oter [*sic*] tout espoir aux ennemis de la chose publique, disons hautement la veille de l'assemblée, et convenons-en franchement entre nous, que tels composeront le bureau, et tels autres seront *legislateurs, administrateurs, juges et jurés*. Faisons cet examen avec loyauté, sans aucune considération locale ou individuelle ; fixons nos choix sur ceux d'entre nous qui méritent le mieux, et mettons-les chacun *à leur place* : et ce choix, une fois déterminé, qu'il soit invariable au premier tour de scrutin, c'est-à-dire que tous les suffrages des républicains portent sur le même, s'il se nomme *individuellement*, ou sur les mêmes, s'ils se nomment par *scrutin de liste* ». Des conseils sont enfin donnés aux électeurs pour qu'ils évitent de loger « dans ces maisons qui furent, l'année dernière, l'asile et les conciliabules de tous ces fils légitimes ou élus de Louis XVIII, qui inondèrent la commune de Moulins ; les patriotes s'empresseront de vous indiquer les logemens qui vous conviennent, ou de vous en offrir chez eux, et vous vous réunirez tous, pendant la session du Corps électoral, aux banquets *permanens* que vous donnera le citoyen Grobon, au Temple de la *réunion* » - ces banquets s'organisent par souscription : il en coûte 9 livres pour les deux premiers.

L'*Instruction décadaire du département de l'Allier* travaille pareillement à la victoire électorale. N'a-t-elle pas été créée à dessein ? La décision de publier revient au Département, dans sa séance du frimaire an VI (3 décembre 1797), qui réserve cette production « aux commissaires du Directoire exécutif, aux juges de paix, et à tous les officiers civils et militaires

de son arrondissement » : « Cette instruction contiendra des discours de morale républicaine, sous le nom d'esprit public ou variétés, et fournira aux administrés, toutes les connaissances dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs devoirs décadaires envers la chose publique, et pour leur intérêt personnel ». L'*Instruction* accompagne clairement le sursaut républicain consécutif au coup d'État du 18 Fructidor. Contrairement à l'habitude du *Journal*, elle ne propose que très rarement des commentaires élaborés par l'un ou l'autre de ses rédacteurs : elle se contente de reproduire des textes officiels, des procès-verbaux, des discours, choix de textes qui est cependant loin d'être neutre et prouve un légalisme sans faille au gouvernement. Les administrateurs départementaux, associés aux élus municipaux de Moulins, contrôlent la naissance à la même époque du fragile réseau bourbonnais de cercles constitutionnels. L'initiative de ce journal trouve un écho favorable dans différents ministères (Guerre, Justice, Marine, Police générale), dont les rédacteurs reproduisent volontiers les différentes déclinaisons. Par exemple le compliment de Letourneux, ministre de l'Intérieur : « J'approuve beaucoup le parti que vous avez pris de faire imprimer et d'envoyer dans les communes de votre département des *Instructions décadares* ; je crois qu'elles peuvent être très utiles. Je vous autorise à continuer, jusqu'à ce que le gouvernement exécute le projet qu'il a depuis longtemps, d'envoyer lui-même, dans tous les départements, des instructions rédigées à peu près sur le même plan. Vous voudrez bien m'envoyer les numéros de votre feuille, à mesure qu'ils paraîtront » (n° 5).

Le journal analyse d'emblée les conséquences politiques du 18 Fructidor. Le n° 1 rapporte les résolutions du Conseil des Cinq-Cents concernant l'épuration et la réorganisation des mandats dans les tribunaux criminels, au sein desquels les « fonctionnaires publics se sont presque tous montrés hommes de parti », « ont favorisé le système de réaction », aidés par des jurés partiaux qu'il faut désormais remplacer, selon la demande du ministre de la Justice. Cette épuration des instances judiciaires fait aussi l'objet d'une pétition d'« un grand nombre de républicains de la commune de Moulins » (n° 3) et la réorganisation de la durée des mandats est suivie de près par des administrateurs départementaux qui ont à voir avec les professions judiciaires (n° 5), tout comme l'éventuelle révision des procès antérieurs au 18 Fructidor lorsqu'ils ont frappé injustement « des citoyens d'un patriotisme reconnu » (n° 7). Alors qu'une lettre du ministre de la Police générale se félicite des épurations administratives engagées dans l'Allier (n°1) tandis que celui de l'Intérieur les juge trop lentes (n° 2), celles-ci de fait se poursuivent, s'appuyant sur les dires des « néo-jacobins » :

« On sait maintenant que les mesures avoient été prises pour faire venir à Moulins un certain nombre de jeunes gens choisis dans chaque canton et qu'il ne s'agissait rien de moins que de l'assassinat des Républicains ; on sait

que les dépôts d'armes avaient été violés. Les Républicains de Moulins réunis en cercle constitutionnel ont recueilli ces faits, ils ont dénoncé le tout à l'accusateur public et lui ont transmis une liasse volumineuse de pièces en l'invitant à poursuivre sans délais la conjuration. Qu'ils tremblent les coupables, le glaive de la justice est suspendu sur leurs têtes et il ne tardera pas à la frapper ».

Les craintes des administrateurs départementaux, apôtres des « bons choix », sont d'autant plus vives que la préparation des élections va bon train : comme l'année précédente, dans le camp adverse, des propagandistes parcourent les campagnes et incitent à « écarter les patriotes » lors d'assemblées nocturnes où ils versent aux plus pauvres des sommes leur permettant de payer la contribution civique indispensable pour voter dans les assemblées primaires. Le Département prévient donc qu'un nouveau coup de force est toujours possible si « les dépositaires de l'autorité » ne sont pas « en harmonie avec le gouvernement » (n° 4). De ce fait, les élections leur apparaissent comme « ces crises annuelles et tutélaires des gouvernements représentatifs » ; d'où la fermeture imposée d'un cercle d'obédience royaliste à Cusset : « [...] une société dite *philantro-maçonnique*, connue sous le nom de *Société de Brutus*, qui se réunit en plusieurs maisons spécialement destinées à ses séances, et dans lesquelles des hommes connus sous le nom de *fils légitimes* préparent déjà les moyens de s'emparer des assemblées primaires et électorales de germinal prochain, et d'y influencer, comme l'année dernière, les suffrages du peuple » (n° 6).

Avec le souci de participer à la lutte de la République contre ses ennemis, l'*Instruction* n'hésite pas à évoquer les nouveaux suspects. Aussi ne demeure-t-elle pas insensible aux questions récurrentes du « brigandage » (n° 2) et des anciens nobles, tandis que les listes des émigrés sont sans cesse révisées (n° 6) et que leur accès aux fonctions électives est réduit, sauf s'ils ont été membres des diverses Assemblées nationales, membres du pouvoir exécutif révolutionnaire, s'ils servent ou ont servi dans l'armée républicaine (n° 1). Le journal cite surtout, pour éclairer son propos, Creuzé-Latouche au Conseil des Anciens : « Avons-nous vu quelque trame formée en faveur des émigrés et du rétablissement de l'ancien régime, où une quantité de ci-devant nobles n'aient pas pris la plus grande part ? A-t-on pu se dissimuler leur haine pour nos principes d'égalité politique ? Cette haine ne s'est-elle pas manifestée dans leurs vœux, leurs discours, leurs choix dans les journaux, et leur conduite dans tous les événements ? Toute la nation a pu les remarquer abattus de nos succès, flattés de nos revers, pleins d'espérance aux approches de toutes les crises qui ont menacé la République depuis trois ans, triomphans de la difficulté de nos finances, etc... déversant sans retenue la calomnie et l'injure sur nos plus grands généraux, et le mépris sur tous nos défenseurs ». C'est pourquoi le même numéro n'omet

pas de mentionner l'arrestation de Jeanne Berthillat, émigrée, retirée dans son château du canton d'Huriel où se rencontraient « journellement tous les insermentés, réfractaires, vagabonds et autres malfaiteurs de cette espèce »... Enfin, dans un essai de catégorisation politique, l'*Instruction* distingue des « faux patriotes », démagogues parvenus et sans idéal, construisant avant tout leur carrière qui les porte aux plus hauts rangs (allusion à la destitution des Directeurs après Fructidor) :

« Suivez [...] ces hommes sans principes, et à talens superficiels ; voyez-les au sein de l'autorité précaire qu'ils ont usurpée : sans les droits sacrés du peuple par eux foulés aux pieds, comme l'étaient, sous l'ancien régime, ceux de la société entière qu'ils outrageaient ; ils ne se souviennent des moyens qui ont opéré leur élévation, que pour mépriser ceux qu'ils ont fait tomber dans le piège ; bientôt entourés, caressés par les ennemis de la République, ils boivent à longs traits dans la coupe empoisonnée de la flatterie : ce poison les enivre ; ils ne voient plus que par les yeux de ceux dont ils cherchent à s'entourer ; bientôt ils méconnaissent leurs devoirs les plus sacrés ; ils abusent de leur pouvoir ; la patrie n'est plus rien pour eux ; ils la trahissent pour s'enrichir, et souvent encore loin de borner là leur ambitieuse et liberticide carrière, ils protègent même les scélérats qui méditent l'assassinat des vrais patriotes, et le renversement de la Constitution » (n° 2).

Instruction civique et anticléricalisme

La mise en condition de l'opinion publique, la nécessité des épurations administratives, occupent donc pareillement les colonnes des deux feuilles de l'Allier, et traduisent pareillement le désarroi des républicains devant les conséquences de la démocratie électorale, leur difficulté à accepter la victoire de leurs adversaires : la menace de l'armée dans le *Journal*, de la scission ou du coup de force parlementaire dans l'*Instruction*, répond à cette angoisse pour le devenir de la construction révolutionnaire. Mais, alors qu'à la veille de germinal an V, le *Journal* en est encore à faire assaut de légalisme vis-à-vis de la Constitution de l'an III, à amender ses auteurs de leurs anciennes activités « terroristes », l'*Instruction* raisonne *a posteriori* du fait accompli, à savoir le 18 Fructidor. Aussi les termes sont-ils différents : le pouvoir exécutif n'est plus protégé de la critique ; les « anarchistes » ne sont plus une cible d'attaques récurrentes, l'heure étant au rassemblement des patriotes historiques ; la notion de suspect, présente dans le *Journal* et permettant d'agiter le spectre toujours craint d'un retour à l'Ancien Régime, retrouve une vigueur qui lui fait embrasser et les directeurs félons et les traditionnels ennemis sociaux (nobles, ecclésiastiques) selon une vulgate éprouvée en 1793-1794. Elle offre aussi la mesure de l'œuvre de « régénération » qui reste à accomplir, une « régéné-

ration » exclusivement conçue comme une mise en condition des citoyens en faveur de la République, dont il faut vanter la capacité à réformer et augmenter les capacités à éduquer, revenant sur les termes d'un débat inachevé en l'an II, et sur les expériences de l'époque. Là est bien le point de rupture entre le *Journal*, qui, fondé sur les arguments du *Rédacteur*, ne dit mot de ces préoccupations, et l'*Instruction*, qui reprend à son compte les débats des Conseils... ou de *La Décade philosophique*, et participe ainsi activement du renouveau républicain de l'an VI.

En parallèle des développements politiques, l'*Instruction* rapporte donc brièvement les décisions économiques et sociales : la gestion des finances publiques (n° 2), les pensions des veuves des défenseurs de la patrie (n° 4), la vente des biens nationaux (n° 4), l'exemption d'impôts pour ceux dont les bâtiments ont été détruits par la guerre de Vendée (n° 5), l'organisation des congés des conscrits (n° 5), le rapport Jourdan sur les rentes des défenseurs de la patrie (n° 6). Elle frappe surtout par la place éminente qu'elle accorde à l'éducation civique, à l'école, au progrès scientifique et technique¹⁸, dans lequel elle voit un gage du bonheur commun. De ce point de vue, elle se rattache sans conteste au grand courant des Idéologues et marque bien mieux que ne le fait le *Journal du département de l'Allier* l'originalité de ce que d'aucuns ont appelé « le second Directoire », et la ferme recherche d'une alliance entre le pouvoir et la science, sur laquelle Jean-Luc Chappey a dit l'essentiel¹⁹.

Dès son premier numéro, l'*Instruction décadaire*, comme le suggère son titre, marque une attention soutenue aux cérémonies et réunions du décadi. Elle publie l'arrêté du Département en date du 7 frimaire (27 novembre 1797) qui invite tous les citoyens, tous les administrateurs et fonctionnaires, à célébrer exactement les fêtes décadaires, tous les curés à bannir dimanches et fêtes religieuses, au risque, pour les uns et les autres, d'aller en cas d'oubli grossir des tableaux « avec des notes sur leur incivisme ou leur immoralité », tels qu'ils existent déjà à Moulins – une manière de fustiger qui renvoie aux certificats de civisme autrefois distribués par les sociétés populaires. À travers les réjouissances républicaines est recherchée l'unanimité de la Fédération de 1790 ; le procès-verbal de plantation d'un arbre de la liberté à Gannat l'exprime à demi mot : « Cette commune qui, avant le 18 fructidor, présentait le tableau de toutes les divisions, est une des premières qui, depuis cette époque, ait donné l'exemple de la réunion. Les dispositions amicales qui ont éclaté dans cette journée, nous prouvent que les patriotes de 89, quoique divisés un instant, pourront

(18) L'*Instruction* aime à rendre hommage aux inventeurs : à Fulton pour son système de canaux sans écluses ; à Nicolas Marie Gatteaux, auteur d'un nouveau procédé de gravure, le monotypage (n° 12).

(19) Jean-Luc CHAPPEY, « Héritages républicains et résistances à l'organisation impériale des savoirs », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 4-2006.

enfin se rapprocher » (n° 1). Inaugurant le 20 frimaire an VI (10 décembre 1797) les fêtes décadaires dans sa ville, le maire de Moulins en profite pour absoudre les engagements passés des francs révolutionnaires : « Ne mettons plus de distinction entre les patriotes, n'affaiblissons pas nos rangs ; ne mettons pas dans la balance telles fautes ou telles erreurs, en scrutant avec une attention minutieuse la vie révolutionnaire d'un chacun ; nous courrions risque de trouver trop peu de républicains : appelons donc à l'union et à la concorde, tous ceux qui, partis du même but à l'aurore de la révolution, se sont égarés sur la route, ou se sont divisés sur les moyens d'arriver » (n° 1). En retour, la fête du 21 janvier paraît « nécessaire pour garantir la postérité de tous les crimes, de toutes les vengeances, de toutes les persécutions, de tous les fléaux que la royauté rapporterait avec elle », cette royauté « fondée sur quinze cents ans d'infortune, d'oppression et d'esclavage », d'où la satisfaction de pouvoir la prétendre largement célébrée - célébration vérifiable par la liste publiée des communes concernées, soit quarante-cinq en tout... (n° 6). Outre les procès-verbaux des différentes fêtes, le journal reproduit aussi volontiers les couplets politiques et moraux composés dans ces occasions : *Le vieillard et ses enfans* (n° 1), terrible histoire de succession qui sépare puis ruine trois frères malgré les recommandations de leur père ; *Soldats, le bal va se rouvrir* (n° 5), composée par les auteurs du Vaudeville pour encourager les conscrits à marcher contre l'Angleterre sur l'« air du pas redoublé de l'infanterie » ; *L'Anglais sanguinaire et barbare* (n° 5) sur le rythme de *La Marseillaise* ; l'*Hymne remis par un défenseur de la patrie au temple de la Réunion* sur l'air du *Chant du départ*, qui en appelle à la résurrection des Gaulois et à la libération de Rome sous le joug des « prêtres infâmes » (n° 6).

Encourageant tous les moyens de la propagande républicaine, l'*Instruction* plaide, alors qu'un débat profus bat son plein sur cette question dans les Conseils, pour un rétablissement de la morale, notamment familiale, dans les théâtres – débat qui remet en cause la nécessité des sociétés dramatiques, multipliées en l'an II dans le sillage des sociétés populaires, et récupérées ensuite par les Thermidoriens ou les ennemis du régime ; qui encense la professionnalisation et va dans le sens d'un retour des genres, toutes réformes qui aboutiront sous l'Empire²⁰. Les administrateurs se rallient aux propos du représentant Audoin, qui refuse de voir dans les salles de spectacles « des boutiques où l'on reçoit des acheteurs », les considérant comme des « salles d'instruction publique », des « écoles nationales ». S'ensuit un éloge des auteurs dramatiques, et surtout de Molière : « Comme il peindrait l'esprit hypocrite de ces instituteurs qui prostituent

(20) Cf. Michèle SAJOUS D'ORIA, « Les tréteaux de la corruption », dans Philippe BOURDIN et Gérard LOUBINOX (dir.), *La scène bâtarde entre Lumières et romantisme*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004, p. 271-284.

leur existence au vil métier de tromper les enfants qu'on leur confie ! Comme il peindrait ces femmes qui ont rapporté de leurs cloîtres une foule d'erreurs pernicieuses et de préjugés destructeurs de vos lois ! Comme il peindrait les uns et les autres infectant tous les jours, à toute heure, la simple et naïve jeunesse, et cultivant, dans la génération naissante, la haine contre la République, contre ses décrets, ses mœurs et ses usages ! Ce poète moraliste prouverait mieux que tous les raisonnements combien les théâtres ont d'influence sur l'opinion » (n° 12) - autant d'allusions aux difficultés rencontrées par les petites écoles et les jurys pour recruter des instituteurs dignes de confiance et à la concurrence grandissante des écoles privées, qui préoccupent alors le Directoire au point d'essayer d'organiser un corps d'inspection²¹. Liée à l'observance des cultes républicains et à la formation de l'esprit public, l'éducation est du reste un souci constant des administrateurs, à l'évidence lecteurs des Idéologues. Ils marquent un attachement sans faille aux écoles centrales. Dans le n°1 de l'*Instruction*, ils rappellent les interventions de Roger Martin et de Baraillon au Conseil des Cinq-Cents, les deux représentants s'opposant sur la carte scolaire - le premier propose, sans succès, une réduction du nombre des écoles centrales et l'édification d'écoles secondaires. Ils retiennent une phrase du débat dont ils font leur profession de foi : « L'instruction est le lait nourrissant, le pain journalier qui doit alimenter le fort contre le faible, le riche comme le pauvre, l'habitant de la ville comme celui de la campagne ». L'arrêté du Directoire, en date du 27 brumaire an VI (17 novembre 1797), conforte encore cette opinion : il veut « qu'à compter du 1^{er} frimaire, les citoyens non-mariés, et ne faisant point partie de l'armée, ne puissent obtenir [...] aucune place ni aucun avancement, s'ils ne joignent pas à leur pétition leur acte de naissance et un certificat de fréquentation de l'une des écoles centrales de la République ; il veut aussi que les hommes mariés ayant des enfans en âge de fréquenter les écoles centrales, ne puissent non plus obtenir de place, de quelque nature qu'elle soit, s'ils ne joignent à leur pétition l'acte de naissance de leurs enfans, et des certificats desdites écoles, contenant les mêmes renseignemens » (n° 1, n° 4). Le n° 12 reviendra pourtant sur l'état d'abandon de ces écoles centrales, trop concurrencées par le privé, ce dont se plaint le ministre de l'Intérieur.

Le prosélytisme républicain repose aussi sur un anticléricalisme certain. Encouragé par la loi du 19 fructidor an V, abolissant les mesures de clémence qui depuis plusieurs mois avaient autorisé un renouveau catholique, il va de pair avec le souci de rallier des campagnes, libérées des « prêtres imposteurs », de la superstition, des « fanatiques imbéciles »,

(21) Cf. Philippe BOURDIN, « Instruire le peuple enfant : autour de Jacques-Antoine Dulaure et du Second Directoire », dans *Dictionnaire des usages socio-politiques (1770-1815)*, fascicule 6, Paris, INALF-Saint-Cloud, Klincksieck, 1999, p. 81-98.

des « charlatans » (n° 1), et n'oublie en rien les villes... Ainsi ce discours d'un membre de l'administration centrale du département pour inaugurer le temple décadaire de Moulins, sis dans l'ancienne cathédrale :

« Ce n'est pas sans étonnement que je viens dans cette enceinte respirer l'air de la liberté, au milieu même des attributs du fanatisme. C'est ici que des hommes astucieux, qui se disent les ministres d'un Dieu de paix, viennent allumer le flambeau dévorant de la haine et de la discorde ; c'est là qu'ils avilissent la divinité, en la circonscrivant dans le cercle étroit des passions humaines ; c'est là qu'ils éteignent le flambeau sacré de la raison, par des mystères dans lesquels ils défendent de pénétrer ; c'est là où ils détruisent toutes les facultés morales, par la crainte qu'ils inspirent aux hommes pusillanimes, assez faibles pour les croire ; c'est là où ils tuent la vie par la terreur de la mort » (n° 1).

L'essai de reconstruction, notamment par Grégoire, d'une Église constitutionnelle, n'est d'ailleurs pas du goût de l'administration départementale. Reprenant des éléments du débat sur la Constitution civile du clergé, ou usant d'arguments plus anciens propres au gallicanisme, elle refuse toute « corporation » ou tout État dans l'État. Elle se veut le héraut d'un « culte uniforme » : est-ce le circonscrire strictement aux fêtes civiques et au culte décadaire, ou faut-il y voir une allusion à la théophilanthropie, à la diffusion de laquelle encourage alors La Réveillière-Lépeaux ?

« [...] Quoique en dise un saint-père du dernier concile de Paris, nous ne ferons pas violence aux consciences. Rappelant néanmoins tout ce que les hommes ont éprouvé de malheurs par la superstition et les préjugés, nous chercherons à combattre ces deux monstres, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir. Les cultes sont libres, nous le savons : nous n'inquiéterons pas ceux qui se conformeront aux lois qui en règlent l'exercice [...].

Et depuis quand serait-il défendu d'attaquer le papisme par nos écrits ? Les prêtres auraient-ils le privilège exclusif d'attaquer le culte de la liberté ? Ne nous sera-t-il pas permis, en usant de représailles, de combattre leur doctrine anti-républicaine, et de rappeler tous les hommes à un culte uniforme, en éclairant leur raison ?

Ne savons-nous pas que les prêtres voudraient former une corporation dans la République ! Qu'on les laisse faire, et bientôt ils dicteront des lois ! Mais il n'en sera point ainsi : les philosophes modernes n'auront pas inutilement répandu, autour d'eux, des flots de lumières. Immortel Raynal, tu nous as révélé une grande vérité, en disant que les prêtres doivent être subordonnés à l'état ; incomparable Rousseau, tu nous as dit, dans ton contrat social, que le papisme était incompatible avec la liberté ; et toi, Voltaire, l'ennemi juré de la superstition, tu nous as appris qu'il ne devait pas y avoir deux puis-

sances dans un état, et que toute religion était renfermée dans ce précepte : *Adore Dieu, sois juste, et chéris ta patrie*. [...] Un peuple idiot et fanatique ne saurait être républicain » (n° 2).

Cet appel (approximatif) aux Lumières est réitéré dans la feuille chaque fois que les discours du décadi le permettent (n° 4). Elle n'hésite jamais non plus à annoncer soit la conversion de curés au calendrier décadair, prouvant la compatibilité des deux cultes (n° 3), soit l'arrestation et la déportation à Rochefort de tel ou tel réfractaire (n° 2, n° 4), et mentionne la reprise de la destruction des signes extérieurs des cultes ou l'interdiction de l'usage des cloches, approuvées par le ministre de la Police générale Sotin (n° 3, n° 4). Cette virulence vaut à l'administration départementale d'être dénoncée devant le Conseil des Cinq-Cents comme perturbatrice de l'exercice du culte. Elle persiste dans l'*Instruction*, se référant à un discours de Pons de Verdun qui assimile les détracteurs des fêtes décadaires à des agents de Louis XVIII, des Brottier en puissance (n° 3).

Épilogue : de la défense de la république au culte du général vainqueur...

Défendant ce en quoi ils croyaient déjà en l'an II, les administrateurs ne sont pourtant pas sans succomber à celui qui à leurs yeux peut en paraître l'héritier, et qui construit sa réputation à Paris comme en province où sont régulièrement rapportés ses faits d'armes – non sans quelque fantaisie lorsqu'ils concernent le terrain égyptien, défaite oblige – : le jeune général Bonaparte. Parce que « la politique a besoin de figures, le débat a besoin d'images »²². Quelle que soit la défense de la gloire d'Augereau opposée à ses calomniateurs (n° 7), la personnalité de Bonaparte à l'évidence séduit et il est régulièrement statufié en héros. En 1797, le succès du Congrès de Rastadt est largement commenté : la feuille rapporte l'accueil triomphal réservé par le Directoire au général vainqueur, et reproduit intégralement le discours du président du Directoire à sa gloire (n° 3). Les commentaires des rédacteurs sont sans équivoque en faveur de l'« invincible général » et s'extasiaient devant « la grandeur du sujet » :

« [...] Quelle partie du monde n'est pas remplie du bruit de ses merveilles ? Partout on les raconte, partout on admire l'homme qui a honoré le nom Français, son siècle, et l'humanité toute entière. Sans rappeler ses vertus guerrières, qu'il nous suffise de vous dire, que ce que l'on a le plus admiré, est le ton modeste et simple avec lequel il a reçu des honneurs, capables d'énivrer tout autre que lui-même ; sa conduite a prouvé combien

(22) Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 449.

il était digne de la vraie gloire [...]. Tout ce que nous avons entendu du vainqueur de l'Italie suffirait, sans doute, pour illustrer une vie » (n° 2).

En nivôse an VI, Bohat avait eu, au nom du Département, l'honneur d'accueillir à Moulins Joséphine de Beauharnais, de retour d'Italie, construisant dans le moment un couple politique rappelant ces appariements royaux dont les Français demeurent friands, faisant fi de l'inégale légitimité des deux membres ainsi associés : « Citoyenne, votre présence dans cette cité a produit sur ses habitants l'enthousiasme le plus vif. Chacun se dispose à donner le plus grand éclat à votre passage et tous le mettent au rang des époques mémorables. Cette allégresse générale est l'expression franche des sentiments d'admiration, de respect et de dévouement qu'inspirent aux Français les vertus du vainqueur de l'Italie et celles de son épouse. Puissiez-vous, l'un et l'autre, jouir longtemps du spectacle de la félicité publique que nous assurent ses victoires. Vive Bonaparte ! Vive son épouse ! » ; et Joséphine, fine mouche, de se découvrir plus républicaine que les républicains, renvoyant au sacrifice héroïque en des termes qu'autrefois Robespierre portait haut : « Si mon mari a eu des succès aussi brillants, c'est qu'il a eu le bonheur de commander une armée dont chaque soldat est un héros. Bonaparte aime les républicains et il est prêt de verser pour eux jusqu'à la dernière goutte de son sang »²³. Le passage de l'Armée d'Italie à Moulins, en pluviôse et germinal an VI, est aussi l'occasion de défilés quotidiennement renouvelés, de festivités prolongées et de mises en scène lourdes de symboles. Rien d'original dans ces dernières que le département voisin du Puy-de-Dôme a d'abord connues, tel administrateur départemental adoptant le lyrisme de circonstance : « La cendre de Scipion est redevenue brûlante sous les pas du héros que le général romain eût ambitionné pour le rival de sa gloire : son génie s'est attaché au nom de Buonaparte »²⁴. Mais les arts sont convoqués de plus belle manière, et autrement plus variée, à Moulins où l'on imagine les fastes d'un nouveau culte civique : « [...] Un arc triomphal dédié à Buonaparte et aux vainqueurs de Loddi et d'Arcole, des inscriptions flatteuses pour des soldats français, des transparens parfaitement dessinés, des illuminations heureusement distribuées, présentaient un ensemble qui avait quelque chose de magique et de religieux » (n° 7). Bonaparte est attendu à la tête d'une expédition navale contre l'Angleterre dont les préparatifs mobilisent régulièrement les colonnes de l'*Instruction* - « Il est réservé au célèbre vainqueur de l'Italie de venger l'Europe affligée de tant de désastres » (n° 1). Car l'anglo-

(23) Cité par Jean CORNILLON, *Le Bourbonnais sous la Révolution française*, tome V, Riom, 1895, p. 84-86.

(24) AN, C 524 (249). *Discours de réception des soldats de l'Armée d'Italie à Clermont-Ferrand*, an VI.

phobie, d'abord tournée contre le roi et le cabinet de Saint-James, Pitt le premier, y est développée au nom d'« une haine nationale que plusieurs siècles ont nourrie et augmentée », selon les dires d'un jeune lieutenant de l'Armée d'Italie (n° 7). En son nom, les administrateurs invitent leurs administrés à contribuer (ils donnent l'exemple en versant 358 livres), comme l'ont fait les commerçants parisiens, pour mettre sur pied l'expédition (n° 3). Ils appellent à un boycott des marchandises anglaises qui, selon l'invitation du ministre de l'Intérieur du 15 pluviôse an VI (3 février 1798), touche jusqu'aux lieux de divertissement : « Que les théâtres, surtout, attirent votre attention : ne souffrez pas qu'on y insulte à la loi, par l'emploi public et solennel d'aucune étoffe ou d'aucun objet de fabrique anglaise ; que l'arme du ridicule et de la raison y soit tour-à-tour employée contre les mauvais citoyens qui ne rougiraient pas encore de payer un tribut à l'Angleterre ; en un mot, citoyens, il s'agit de détruire Carthage » (n° 7). Ils encouragent les corsaires, proposent que l'on amnistie les marins déserteurs qui accompagneront Bonaparte, insistent sur le sort des prisonniers de guerre français Outre-Manche, parlent, pour finir, de « guerre d'extermination au gouvernement anglais », de la « barbarie anglaise », inévitablement de la « perfide Albion » (n° 5). Le tout est fait au nom de la « Grande Nation », celle qui conduit le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, à lui envoyer un message de paix et d'amitié (n° 2), celle à laquelle les Cisalpins doivent reconnaissance (n° 7), celle qui a permis de bouter hors de la Confédération helvétique « les oligarques suisses » (n° 12), celle, parce qu'il faut bien boucler la boucle et saisir l'enjeu majeur de ce nationalisme, qui devrait imposer l'unité nationale :

« Lorsque les rois, ces êtres si vains de leurs titres & de leur puissance, fléchissent le genou devant le Directoire exécutif de la France, lorsque l'Europe admire les hautes destinées de la grande nation, lorsque l'univers entier retentit du bruit de ses exploits guerriers, qui sont autant de victoires, ne doit-on pas s'étonner que des Français déversent le poison de la calomnie sur le gouvernement, résistent aux lois républicaines, injurient nos plus grands généraux, et méprisent les défenseurs de la patrie ? Ô honte ! Ô perversité ! » (n°2).

L'Allier se singularise-t-elle d'autres départements provinciaux ? Les entreprises de presse y paraissent souvent plus éphémères que les deux feuilles étudiées, les numéros des périodiques parfois moins bien conservés, mais la même motivation républicaine se retrouve ailleurs en termes identiques, au milieu d'autant de productions plus modérées, voire royalistes. D'anciens responsables de l'an II savent ainsi se regrouper en Seine-Inférieure pour publier en 1796 *Le Télégraphe*. Le *Journal de Burelle et Rouyer*, l'*Instruction décadaire*, pourraient par exemple être comparés,

dans leurs buts, au *Bulletin du département de l'Eure*, de Touquet, qui prétendait « livrer une guerre active au royalisme et à l'anarchie, raviver le patriotisme », tonnait contre le « brigandage » et la pression fiscale contre les petits contribuables, mais contrariait sur tous ces sujets une administration départementale jugée trop tiède, jusqu'à être interdit en floréal an VI²⁵. La veine anticléricale se retrouverait dans *La Chronique d'Eure-et-Loir*²⁶, dans le *Journal littéraire, moral et politique du département de la Meurthe*, fondé en floréal an V, ou dans *L'Abeille des gazettes et journaux* de Metz, qui construit une défense énergique du culte décadaire – mais distinguée entre républicains et les « hommes dépravés » partisans du gouvernement de l'an II, ce que se gardent bien de faire, et pour cause, les rédacteurs bourbonnais, plus proches de ce point de vue du *Journal des Amis* de Metz²⁷, ou du *Clair-Voyant* de Grenoble²⁸. La symbiose d'entrée affirmée avec l'administration départementale laisse évidemment penser dans l'Allier à deux journaux purement et simplement gouvernementaux ; la personnalité et l'investissement militant de certains de leurs auteurs, rend, nous l'avons vu, la chose plus complexe, à l'instar du « néo-jacobinisme ». À l'évidence, dans le cas étudié, « l'espace politique » ne respire pas sans l'appareil administratif. Ce dernier demeure cependant phagocyté par un groupe politique qui s'est largement construit dans les luttes et les sociétés populaires de l'an II. De ces dernières, il a retenu leur rôle de courroies de transmissions, réinvesti dans la diffusion des grands débats républicains de l'an VI. Nous n'avons pas à faire encore à une force politique programmatique ; elle ne le deviendra jamais en Bourbonnais, pas plus que les mêmes acteurs n'avaient su organiser leur résistance à la réaction thermidorienne. Elle sert simplement un sursaut provoqué par des élections dont les résultats ne confortent pas le régime, disqualifiant à leurs yeux le processus démocratique, comme s'il devait perpétuellement traduire le consentement populaire unanime au pouvoir central, rêve déjà caressé durant les années antérieures et essentiel à la continuation de la Révolution – dont le terme n'est jamais évoqué ; comme s'il devait assurer la pérennité d'administrateurs en place depuis les débuts de la République, des « élus fonctionnaires » en quelque sorte. Et cette disqualification de la démocratie se traduit tout autant par la légitimation redondante des épurations frappant subalternes indisciplinés, hostiles, ou opposants élus, par une perversion du processus électoral entérinée par les forces en présence

(25) Cf. notice d'Éric WAUTERS, dans Gilles FEYEL (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution (1789-1799)*, tome I, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, Ferney-Voltaire, 2005, p. 142, 31.

(26) Bernard GAINOT, *op. cit.*, p. 362.

(27) Cf. notice de Christian FORGET et Gilles FEYEL, *Dictionnaire de la presse ...*, *op. cit.*, p. 159, 172, 181.

(28) Cf. notice de Robert CHAGNY, *ibidem*, p. 394 ; Bernard GAINOT, *op. cit.*, p. 366.

(menaces, violences, achats de suffrages), par l'invention de formes modernes des campagnes politiques ouvertement annoncées par voie de presse (banquets, préparation des candidatures). Mais la peur de l'échec conduit aussi, en l'an V dans le *Journal du département de l'Allier*, en l'an VI dans l'*Instruction décadaire*, à revendiquer l'intervention ou le soutien de la force armée, perçue comme un creuset solide des valeurs républicaines. Avant même le renouveau jacobin de l'an VII étudié par Bernard Gainot, le constat qu'il fait d'entrée s'applique : « Cette intervention croissante des militaires dans la vie civile [...] contribue à identifier le jacobinisme à une version radicale du "salut public", plutôt qu'à un programme argumenté d'aménagement démocratique dans le cadre constitutionnel »²⁹.

Philippe BOURDIN

Université Blaise Pascal (Clermont II)
Centre d'histoire « Espaces et Cultures »
Maison des Sciences de l'homme
4, rue Ledru
63037 Clermont-Ferrand Cedex 1
phbourdin@laposte.net

(29) Bernard GAINOT, *op. cit.*, p. 24.